

EN AFRIQUE CENTRALE

Des minerais très convoités



Qui connaît l'origine des pièces de ses ordinateurs et GSM ? C'était tout l'intérêt de la mission européenne réalisée fin 2013 dans la région des Grands Lacs en Afrique centrale. Un vaste territoire riche en minerais et marqué par les conflits.

© Justice et Paix

LE SECTEUR MINIER ARTISANAL.
Vital pour les populations.

Pour rompre le lien entre l'accapement des minerais et autres ressources naturelles et les conflits, 38 ONG européennes et mondiales ont demandé à la Commission européenne de légiférer en la matière. L'Europe a ainsi mené une consultation publique de mars à juin 2013, mais sans gros impact sur les citoyens et consommateurs.

À L'ÉCOUTE DES ACTEURS LOCAUX...

Dans le même temps, le service d'information pour la paix IPIS d'Anvers et le Réseau européen pour l'Afrique centrale

(EurAc) ont mené une enquête, de mai à juillet dernier, dans treize zones minières de la région des Grands Lacs d'Afrique centrale (Est de la République Démocratique du Congo, Rwanda et Burundi). Ils ont interrogé des habitants, des membres de la société civile, des responsables gouvernementaux et des universités pour en savoir plus sur l'impact de l'acquisition de minerais par des belligérants et sur l'impact d'initiatives américaines et congolaises déjà menées à ce sujet.

Il en ressort que ces dernières ont entraîné des problèmes socio-économiques, notamment au plan de la santé et de l'éduca-

tion. L'enquête conclut aussi que, malgré une amélioration sur les aspects de sécurité, la région était alors encore touchée par la militarisation. Sur base de ces constats, les enquêteurs ont tapé sur le clou : il est nécessaire d'opter pour une approche globale en ce qui concerne les minerais, source de revenus importants, mais aussi la réforme foncière, la sécurité et l'implication des acteurs locaux.

L'enquête était accompagnée par la mission menée du 26 octobre au 2 novembre par EurAc, le Réseau belge Ressources naturelles, la Commission Justice et Paix

de Belgique francophone et l'ONG CCFD-Terre Solidaire, homologue française d'Entraide et Fraternité dans le but de comprendre la problématique et les enjeux sur le terrain, avant de légiférer. Au lieu des huit eurodéputés espérés, il n'y en aura finalement que deux : Catherine Bearder (du groupe ALDE-Libéraux européens) et Judith Sargentini (Greens/EFA) ainsi que Piotr Kaczynski, conseiller politique PPE.

INTÉRESSANTE ET... ÉPUISSANTE

Au débriefing public organisé au Parlement européen, ceux-ci ont qualifié cette visite sur le terrain « d'intéressante » et « d'épuisante ». Sans pouvoir chiffrer les flux financiers liés à l'extraction des minerais, ils ajoutent notamment à l'enquête préalable plusieurs facteurs : la volonté politique, réelle ou pas, aux niveaux nationaux et régional (et notamment en lien avec la récente reddition du mouvement de rébellion M23). La reprise du secteur minier artisanal dans un contexte global. Les compétences et la corruption des fonctionnaires. Les niveaux d'information différents constatés sur le terrain au sujet d'une problématique très complexe, ainsi que le manque d'autorités et de moyens étatiques. D'où la proposition de soutenir la voie législative. Mais sans reproduire les mêmes erreurs que la loi américaine Dodd-Frank de 2010 qui a conduit à un embargo de fait. Ils invitent aussi à aider à rouvrir vers l'Europe le marché légal des minerais, dont les populations locales ont besoin pour survivre. Il est enfin proposé d'en-

courager la stabilité dans la région, sur base de récents accords politiques, ainsi que la multiplication des échanges commerciaux pour... aider au développement des populations.

DIFFÉRENTES POSITIONS

Ces éléments font l'objet de réactions dans la diaspora congolaise, spécialement de la part des femmes, qui rappellent les violences sexuelles liées à l'accaparement des ressources naturelles par des belligérants et diverses entreprises. Elles refusent de voir gouvernements et ex-rebelles mis sur le même pied. Ce sont des ONG européennes et africaines qui ont permis cette enquête et cette mission ponctuées par des recommandations visant à aboutir au vote d'une initiative législative de l'Union européenne. Cette loi devrait au minimum reprendre les règles déjà adoptées par l'ONU et l'OCDE. Car l'Europe reste le plus grand bloc commercial mondial et un important acteur de l'aide au développement. Et dans ses pays membres sont basées d'importantes sociétés transnationales qui, après transformation, commercialisent les ressources naturelles et les matières premières.

Malgré une amélioration sur les aspects de sécurité, la région des Grands Lacs est encore touchée par la militarisation.

qui, après transformation, commercialisent les ressources naturelles et les matières premières.

Jacques BRIARD

Analyses disponibles :

- à Justice et Paix, rue M.Liétart, 31/6, 1150 Bruxelles.
www.justicepaix.be ☎ 02.738.08.01
- à santiago.fischer@justicepaix.be
- à EurAC, rue des Tanneurs, 165, 1000 Bruxelles.
www.eurac-network.org

CHASSEURS DE MATIÈRES PREMIÈRES

L'Afrique centrale n'est qu'une des régions où il faut briser les chaînes entre l'accaparement des ressources naturelles et les conflits. C'est ce que montre le livre très documenté de Raf Custers consacré aux matières premières et préfacé par le journaliste engagé Michel Collon. Raf Custers, historien et journaliste, effectue depuis trente ans des reportages sur des peuples qui prennent leur sort en main. Ici, il s'intéresse principalement aux métaux et autres minéraux non renouvelables indispensables dans l'industrie. Ce qui explique que le livre comprend surtout les témoignages de mineurs africains, mais aussi de pêcheurs et de paysans, tous victimes des règles économiques et des entreprises transnationales, des spéculateurs boursiers et de la politique du « 1% pour la coopération au développement ». Il analyse les mécanismes économiques et règles de la concurrence. Il critique la Banque mondiale, la Commission européenne et des ONG disant œuvrer à la transparence. Mais il apporte aussi de l'espoir, trouvé notamment en Afrique du Sud et en Bolivie, en estimant que la véritable force est dans les masses et le développement de la démocratie au Nord et au Sud. Dans son épilogue, il lance : « *Au peuple de jouer...* »



J.Bd

Raf CUSTERS, *Chasseurs de matières premières*, Investig'Action-Gresea-Couleur Livres, 2013. Prix : 16 € - 10 % = 14,40 €.

FAITS

MAGASIN. Boutique de vêtements ou librairie ? On ne le sait pas encore. Mais il est en tout cas certain que l'ancienne église St-Jacques, au centre de Namur, sera convertie en commerce. Abandonné depuis trente ans, ce monument classé remonte à 1755. Sa rénovation par un promoteur privé assure sa subsistance, même si sa transformation en magasin fait grincer quelques dents parmi les vieux Namurois.



PROTECTION RUSSE. Le pape et Vladimir Poutine se sont rencontrés pour la première fois le 25 novembre au Vatican. Le cœur de leurs discussions a porté sur la protection des chrétiens persécutés, notamment au Proche-Orient. Le chef du Kremlin se verrait bien endosser le rôle de nouveau protecteur de la chrétienté face à un Occident laïcisé.



HELVÉTIQUE. En 1970, plus de 95% des Suisses se disaient catholiques ou protestants. Cette proportion est aujourd'hui de 76% et reste élevée grâce à une immigration majoritairement chrétienne. À Genève, Neuchâtel et Bâle, on ne recense plus que 50% de chrétiens. La proportion des personnes se déclarant sans religion, par contre, ne cesse de croître : 20% des Suisses disent n'appartenir à aucune communauté religieuse. Un chiffre qui a doublé depuis l'an 2000.



RABBIN. Désormais, il n'y aura plus en Israël qu'un seul grand rabbin. La décision a été prise par le gouvernement israélien. Jusqu'à présent, il existait à la fois un grand rabbin séfarade et un ashkénaze.



0,89 EURO. Tel est le prix de l'application « Papa Francesco » à télécharger sur iPhone, iPad et autres smartphones Android.

